Grain de Sable n° 549

19 avril 2006

SOLIDARITE

1.- PETITION DE SOUTIEN A DENIS ROBERT
Criminalité financière et paradis fiscaux : stop au harcèlement judiciaire des banques et de l'état luxembourgeois contre le journaliste et écrivain Denis Robert. http://www.liberte-dinformer.info/60828.html
Par Muriel Cherière, enseignante, étudiante-chercheur en Sciences de l'Education.

2.- REENCHANTER LE POLITIQUE
Ce texte introduit la 4ème édition *d'Images mouvementées*, le festival de cinéma d'Attac, sur le thème de **« Politique, l'à-faire de chacun ».**
Du 27 avril au 1er mai 2006 au Grand Parquet Paris 18ème.
Courriel : attac-festimages@attac.org
Site : http://www.local.attac.org/images-mouvementees
Par Yann Fievet, membre du groupe festival Images mouvementées, Président du comité Attac Val d'Oise sud est, Vice-président d'Action Consommation.

3.- QUAND LES MUETTES ROMPIRENT LE SILENCE
Manifeste en solidarité avec les femmes de la Via Campesina.
Nous aimerions en commencer la diffusion avec la signature de personnalités et de personnes engagées avec la cause des pauvres de la campagne.
Par le Secrétariat national du MST.

1.- PETITION DE SOUTIEN A DENIS ROBERT

Denis Robert et ses amis sont coupables de dire et d'écrire la vérité dans des films et dans des livres qui ont fait beaucoup de bruit dans le monde feutré de l'hyper-finance. Le scandale planétaire qui aurait dû exploser a été relativement étouffé, en raison des enjeux financiers en cause. Le point central de leur démonstration repose sur la dénonciation très argumentée des pratiques d'une firme, multinationale interbancaire, présente dans 107 pays, dont plus de 40 paradis fiscaux.
Clearstream s'est construit, au fil du temps et des dérives, une spécialité : **la dissimulation de transactions internationales sensibles, sur la base d'un système élaboré de comptes non publiés.**

Cette dissimulation, qui profite aux banquiers et à leurs clients fortunés, s'opère au détriment des Etats et des citoyens du monde entier. Des sommes colossales sont ainsi défiscalisées, ces mêmes sommes que nos « experts » néo-libéraux appellent le « trou de la Sécurité Sociale », ou « le gouffre de l'assurance-chômage », ou encore par les journalistes financiers « trou noir de la finance »...

Clearstream a son siège au coeur de l'Europe, dans ce merveilleux paradis fiscal bancaire et judiciaire qu'est le Luxembourg (et que dénonçait en 2003 le rapport parlementaire Peillon-Montebourg, sans effet à ce jour). Cette firme, aujourd'hui rachetée par la société de bourse allemande Deutsche Börse Clearing, est un poumon pour ce pays et pour ses clients, principalement des banques, des institutions financières reconnues, mais aussi des multinationales fraudeuses et des officines très troubles. Clearstream reste protégée par l'Etat et l'appareil judiciaire luxembourgeois.

Depuis cinq années, sans jamais avoir pu contredire sur le fond aucun des arguments avancés par Denis Robert, Clearstream et certains de ses clients comme la Banque Générale de Luxembourg et la banque russe Menatep, avec l'appui de la magistrature du Grand Duché, multiplie les procédures à l'encontre de l'auteur, de son éditeur les Arènes, de ses producteurs et diffuseurs, mais aussi de tous les médias qui diffusent ses propos. Cela est aujourd'hui encore et toujours plus intolérable qu'hier.

En cinq années, c'est plus d'une centaine de procédures judiciaires qui ont été diligentées contre Denis Robert, ses témoins et ceux qui diffusent ses travaux. Pourtant, presque tous les procès sont gagnés en première instance, ou en appel. Les rares procès perdus l'ont été sur des détails.

Dans tous les cas, Clearstream, ses avocats et les banques se pourvoient en cassation. Pour eux, c'est sans problème, de l'argent, ils en ont, c'est leur fonds de commerce... Le but est simple : empêcher la vérité de sortir, Denis Robert de s'exprimer et faire peur aux autres médias et journalistes. En janvier 2006, Denis Robert a ainsi été à nouveau inculpé de calomnies et diffamation devant la justice luxembourgeoise. Il risque une forte amende. **C'est une véritable censure économique qui s'opère en ce moment, dans le silence, sous nos yeux.**

D'où la nécessité de signer le texte sur le site de « liberté d'informer ».
C'est de notre information et de notre <u>liberté</u> qu'il s'agit.

Vous trouverez sur le site :
http://www.liberte-dinformer.info/60828.html
(lien direct). quelques messages de Denis Robert, des informations plus précises sur l'enquête en cours.

Denis vient de publier un roman « La Domination du Monde » chez Julliard. (Plus, vous l'achèterez, plus vous contribuerez à la lutte engagée, il coûte 20 euros, Denis touche 2 euros par bouquins, un luxe !...) Il y raconte son histoire et celle de Clearstream, comme une mise en abîme de nos vies, de celles qu'elles devraient être, si toutes ces « choses » n'existaient pas.

A vos claviers, signez la pétition, cela nous sera fort utile et puis, nous allons leur montrer que nous sommes nombreux à résister, merci !

Par Muriel Cherière, enseignante, étudiante-chercheur en Sciences de l'Education.

2.- REENCHANTER LE POLITIQUE

Des engagements multiples à l'engagement citoyen

Un quart de siècle après « le tournant libéral », le constat est amer : la dislocation sociale et le désenchantement politique s'entretiennent mutuellement dans une irrésistible spirale. La gravité de cette crise souvent analysée et rarement reconnue pleinement est encore amplifiée par l'absence de perspectives qui permettraient à la plupart des hommes d'espérer un avenir meilleur. Dans ce contexte, la ruse et la force d'une minorité de « bien lotis » l'emportent fatalement sur la crainte et la faiblesse de la majorité des « mal placés ». Une part croissante des citoyens est désormais résignée. Le fait que les soubresauts du mouvement social ne parviennent plus à s'incarner dans l'action politique véritable, celle du sens de l'intérêt collectif, explique largement cette dramatique résignation. Cependant, le découragement n'est pas total. Partout, la société bouge dans de multiples démarches de (ré)appropriation des espaces perdus ou à sauvegarder avant qu'il ne soit trop tard.

On connaît les ingrédients du désastre annoncé. Pêle-mêle ils s'entrechoquent : autoritarisme d'un pouvoir illégitime habile à masquer son illégitimité, populismes prompts à récupérer les mécontentements légitimes, intégrismes nourris du terreau de l'inculture consciemment entretenue. On ne peut se résoudre à de telles extrémités. Certains, arguant du principe selon lequel ce qui est légal n'est pas nécessairement moral, choisissent la désobéissance civile. D'autres, optent pour des voies détournées par lesquelles ils espèrent reconstruire l'action politique. D'autres encore inventent de nouvelles pratiques destinées à transformer à terme les structures sociales et politiques par un changement profond des mentalités individuelles et collectives. Sur la toile de fond de la mondialisation où les règles de la finance totalitaire le disputent aux stratégies des firmes planétaires, ses taches d'espoir en un autre monde font pour l'heure trop pâle figure. Ce sont-elles pourtant qui doivent capter toute notre attention.

Les enjeux conjoints de la réflexion et de l'action à mener devant les dangers à repousser afin de poser les fondements d'une possible (re)construction de valeurs humaines dangereusement malmenées par les postulats aveugles de l'économisme (tout est marchandise) et les affirmations suffisantes de castes autoproclamées (seuls les experts savent et sont donc habilités à indiquer la voie à suivre) doivent être définis sans complexes et sans concessions face aux apôtres de la fuite en avant. Il est impératif de réhabiliter, en tout premier lieu, le statut du politique. Cela passe par la délimitation précise du champ du politique et des relations que celui-ci doit entretenir avec les autres champs de la condition humaine : économique, social, scientifique et culturel. Si ces délimitations sont nécessaires, elles ne suffiront pas à reconstruire l'action politique qui, elle, n'a de sens que dans le creuset social où elle prend racine et puise son énergie.

Le réenchantement du politique, condition d'une maîtrise démocratique du destin des hommes, passe donc inéluctablement par la revitalisation du tissu social. Il faudra régler un problème d'échelle. Les féodalités omnipotentes nées ou renforcées par la mondialisation ultra-libérale (firmes transnationales, institutions supranationales) agissent à une échelle beaucoup plus vaste que celle dans laquelle se situent tout à la fois la dynamique du mouvement social et l'action publique traditionnelle. La résolution de ce problème passe probablement par un double effort ; l'invention de formes étendues de la revendication et des stratégies des acteurs du mouvement social d'une part, le contrôle relatif des agissements des acteurs économiques, financiers et institutionnels de grande dimension d'autre part. Cela signifie une redéfinition de la citoyenneté par la fédération des multiples formes d'engagement déjà à l'œuvre et à construire. Le nouvel engagement citoyen pourra s'appuyer sur les leçons objectives du passé en matière de luttes sociales et politiques mais devra surtout revendiquer la reconnaissance universelle de droits économiques et sociaux sacrifiés aujourd'hui sur l'autel du tout-marché. On appellerait cela le bien commun de l'humanité.

Ce texte introduit la 4ème édition *d'Images mouvementées*, le festival de cinéma d'Attac, sur le thème de **« Politique, l'à-faire de chacun ».**

Du 27 avril au 1er mai 2006 au Grand Parquet Paris 18ème.
Courriel : attac-festimages@attac.org
Site : http://www.local.attac.org/images-mouvementees
Par Yann Fievet, membre du groupe festival Images mouvementées, Président du comité Attac Val d'Oise sud est, Vice-président d'Action Consommation.

3.- QUAND LES MUETTES ROMPIRENT LE SILENCE

Il y avait un silence, sépulcral

Sur dix-huit mille hectares volés
Aux peuples tupi-guaraní

Sur dix mille familles quilombolas
Expulsées de leurs territoires

Sur des millions de litres d'herbicides
Déversés sur les plantations

Il y avait un silence confus

Sur le chlore utilisé
Dans la blanchiment du papier
Produisant des toxines cancérigènes qui agressent
Les plantes, les bêtes et les gens

Sur la disparition
De plus de quatre cents espèces d'oiseaux
Et quarante de mammifères
Du nord de l'Etat d'Espirito Santo

Il y avait un silence infranchissable

Sur la nature d'une plante
Qui consomme trente litre d'eau par jour
Et qui ne donne ni fleurs ni semences

Sur une plantation qui produisait des milliards
Et des milliards de dollars
Pour une demi douzaine d'hommes seulement

Il y avait un silence épais

Sur des milliers d'hectares accumulés
Dans les Etats d'Espírito Santo, Minas, Bahia
Et Rio Grande do Sul

Il y avait un silence complice

Sur la destruction de la Mata Atlantica et des pampas
Pour la culture homogène d'un seul arbre :
L'eucalyptus.

Il y avait un silence acheté

Sur la volupté du profit
Oui, il y avait un silence global
Sur les capitaux suédois
Sur les entreprises norvégiennes
Sur le grand système bancaire national

Enfin,
Il y avait un immense désert vert
En concert avec le silence.

II

Soudain
Des milliers de femmes se réunirent
Et détruisirent, muettes,
L'oppression et le mensonge

Les muettes poussèrent un cri
Soudain

Et tout aussi soudainement
Le rire de la bourgeoisie se fit épouvante
Il devint grimace, confusion.

III

L'ordre se leva, incrédule,
Clamant le progrès et la science
Proférant des imprécations en des termes orduriers
Obscènes et vulgaires

Journaux, radios, magazines,
Internet et télévision,
Annonceurs,
Hommes d'affaires beaux parleurs,
Conseillers rampants,
Techniciens bien-pensants
Les gouvernements chancelants
La droite vociférante
Et tous les extrémiste du centre
Répondirent en chœur, leur firent écho,
De réunions en déclarations
Pour défendre le capital :

« Elles ne peuvent pas rompre le silence ! »

Et ils crièrent à la décapitation !

IV

Soudainement,
Subitement,
Des milliers de femmes
Détruisirent le silence

Ce jour-là
Sur les terres dites d'Aracruz
Les femmes de la Via Campesina
Furent notre geste,
Furent notre voix.

(Manifeste d'hommes et de femmes en solidarité avec les femmes paysannes de la Via Campesina)

17 avril 2006
Journée internationale de la lutte paysanne

Envoyer au Gouverneur Germano Rigoto agenda@gg.rs.gov.br

Avec copies à :

Dra. Claudia Avila (avocate des femmes de la Via Campesina, qui suit l'affaire)
claudiamavila@via-rs.net

Daniel Cassol,
Journaliste du comité de solidarité dans le Rio Grande do Sul
dbcassol@yahoo.com.br

La Marche mondiale des femmes, qui coordonne la campagne nationale
sof@sof.org.br

Voici la liste des personnes inculpées par la Police, mais le Promoteur ne s'est pas encore manifesté à ce sujet, et elle n'est pas encore arrivée entre les mains du Juge :

1.. Adriana Maria Mezadri
2.. Luciana Maria Passinato Piovesan
3.. Luci Luiza Piovesan Rodrigues
4.. Noemi Margarida
5.. Corinne Chantal Dobler - Suisse – volontaire avec le Mouvement des femmes paysannes
6.. Salete Girardi
7.. Fatima Girardi
8.. Elisiane de Fatima Jane
9.. Loiva Lourdes Rubenich
10.. Paul Charles Nicholson – Espagnol – Dirigeant de La Via Campesina internationale
11.. Juara Ferrer de Sanches – République dominicaine – Secrétaire générale de la CLOC
12.. Henry Saragih – Indonésie - Secrétaire général de la Via Campesina internationale
13.. Irma Maria Ostrosky
14.. Fabio Augusto de Medeiros Lopes
15.. Maria Leda Sommer
16.. Marcelo Lucas da Silva
17.. Manoela Nicodemos Bailosa
18.. João Pedro Stédile
19.. Marise da Rosa Guaragni
20.. Gomercindo Gonçalves
21.. Celio Roberto Teixeira Pinheiro
22.. Juberley da Silva Mendes
23.. Nerci Lourdes Veiga da Silva
24.. Luciana de Brito Luz
25.. Clarice Rosa Luz
26.. Marcia Teresinha D´Avila
27.. Matilde Luíza dos Santos
28.. Geovane Marlisa Moer
29.. Rute Flores Ribeiro
30.. Edson Jair Paixao Madril
31.. Julia Teles
32.. Oracelia Ribeiro Chaves
33.. Maria Rodrigues
34.. Maria Leonor Batista
35.. Lisamara Souza Rodales
36.. Maria Selena Ferreira Rodales
37.. Ofélia Madril